

ASSEMBLEE GENERALE DU 15 FEVRIER 2019

Présents à la tribune

M. Walter Martin	Président du SIEA
Mme Annie Carrier	Vice-présidente déléguée du SIEA
Mme Brigitte Coulon	Vice-présidente déléguée du SIEA
M. Michel Chanel	Vice-président délégué du SIEA
M. Gérard Gallet	Vice-président délégué du SIEA
M. Christophe Greffet	Vice-président délégué du SIEA
M. Philippe Guillot-Vignot	Vice-président délégué du SIEA
M. Denis Linglin	Vice-président délégué du SIEA
Mme Stéfany Douillet	Directrice Communications électroniques
M. Philippe Dubost	Directeur Électrification, éclairage public, gaz, énergie, SIG, usages du numérique et ressources

M. Charles de la Verpillière Député – représentant du Conseil départemental de l'Ain
M. Christian Chanel Maire de Péronnas

Ordre du jour

Accueil de M. le Maire

Accueil de M. le Président

Rappel de l'ordre du jour

Désignation du secrétaire

Information

Compte rendu des actes effectués

Ressources - finances

Rapport d'orientations budgétaires

Fiscalisation de la contribution due par Messimy-sur-Saône au SIEA

Gaz

Boz – Desserte en gaz – Définition du mode de gestion

Éclairage public

Définition du niveau d'aide du SIEA sur le renouvellement de points lumineux récemment installés

Signalisation tricolore et lumineuse

Illuminations de Noël

Énergie

Point d'information sur le projet ISOL'01

SIG

Point d'information sur le marché « Détection des réseaux »

Communication électronique

RESO-Li@in – Nomination du Directeur

Communications électroniques - Convention financière avec le Département pour le déploiement de la fibre optique

Point d'information sur le projet

Questions diverses

Conclusion



M. Christian Chanel

Maire de Péronnas

Accueil de M. le Président

M. Walter Martin, président du SIEA

Avant que cette assemblée générale ne débute, je souhaite vous rappeler ou vous informer que notre technicienne, Claire ALLOMBERT est décédée, il y a 8 jours, d'une maladie qui l'a emportée malgré tout le courage avec lequel elle s'y est opposée. Je vous demande donc d'observer une minute de silence.

Accueil par M. Christian Chanel

Maire de Péronnas

Mesdames, messieurs, je salue nos députés, nos sénateurs, mesdames et messieurs les conseillers régionaux et départementaux, mesdames et messieurs les maires. Bienvenue à Péronnas.

Vous connaissez bien la commune, puisque les assemblées du SIEA ou d'associations s'y tiennent régulièrement. J'espère que vous trouverez de bonnes conditions pour le déroulement de vos travaux, le quorum est largement atteint, ce qui est une très bonne chose.

Certains d'entre vous ont dû avoir des difficultés à l'entrée de Péronnas en venant de Lyon, puisque des travaux ont lieu sur la route départementale 1083. Les canalisations souterraines sont en cours de changement avant que la route ne soit refaite pour une mise en sécurité, pour créer des passages pour les modes de locomotion doux (piétons et cyclistes), etc. Ensuite, nous commencerons des travaux pour la création de locaux pour notre association de pétanque et d'autres associations. Nous venons d'inaugurer notre centre social « L'Agora » et notre bibliothèque/médiathèque pour un montant de 1,3 M€. De nombreuses personnalités présentes à cette assemblée générale ont participé à cette inauguration, je les en remercie.

Je vous souhaite une très bonne assemblée générale, et nous espérons vous retrouver dans les mois à venir pour d'autres assemblées générales.

Introduction par M. le Président

M. Walter Martin, président du SIEA

Merci M. le maire pour votre accueil et vos mots toujours sympathiques, à l'égard du SIEA. Je salue messieurs les parlementaires, Monsieur le député Charles de la Verpillière et représentant du Département, messieurs les sénateurs Patrick Chaize président de l'Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA), Monsieur Rachel Mazuir, Monsieur Péchoux président des maires de l'Ain, mesdames et messieurs les conseillers régionaux et départementaux, Mesdames et Messieurs les vice-présidents du SIEA, Mesdames et Messieurs les maires, adjoints, conseillers municipaux et délégués du SIEA, Messieurs les présidents d'intercommunalité. Avant de laisser mes collègues du bureau vous présenter les rapports prévus à l'ordre du jour de cette assemblée générale, permettez-moi une rapide rétrospective de l'année 2018 et quelques mots sur les sujets qui constituent l'essentiel de notre réunion c'est-à-dire les orientations budgétaires 2019. Je salue également les membres de la direction, responsables de services et agents du SIEA présents à cette réunion.

Pour débiter, je souhaiterais revenir sur la reprise, en 2018, des commissions géographiques d'échanges organisées dans chacun des secteurs de notre département. Nous les avons suspendues en raison de la multiplication imposée des assemblées générales, mais nous avons dû nous rendre à l'évidence, les assemblées générales sont destinées à orienter la stratégie de notre syndicat, mais elles ne permettent pas d'aborder de façon satisfaisante les situations locales.

Les commissions géographiques d'échanges ont donc été le lieu de nombreux échanges avec les délégués, parfois pour évoquer des problèmes très concrets à la fois devant les élus et les agents du syndicat.

Un questionnaire vous a été envoyé après ces commissions, il en ressort un très grand intérêt des participants pour les sujets traités, mais de nombreux élus nous ont également dit leurs difficultés de s'y rendre, du fait de leurs obligations professionnelles, et nous devons évidemment en tenir compte à l'avenir.

L'année 2018 a vu l'organisation interne du SIEA évoluer avec la création d'une direction dédiée à la Communication électronique pour la construction et l'exploitation du réseau Très haut débit sur le département. C'est à Mme Stéfany Douillet qu'a été confiée cette mission. Elle connaît bien ce domaine pour l'avoir eu en charge chez l'opérateur ORANGE. M. Philippe Dubost a la responsabilité des autres compétences historiques et néanmoins essentielles pour nos communes.

Nous avons en 2018, continué de répondre par nos actions aux recommandations issues du rapport de la Chambre régionale des comptes. Le temps n'efface pas ses exigences et croyez bien que nous y sommes vigilants.

J'en viens maintenant aux activités dans le cadre de nos compétences.

En matière d'électrification, 2018 a permis de réactiver et d'actualiser le dispositif d'électrification des exploitations agricoles en concertation avec la Chambre d'agriculture et les organisations agricoles, dispositif porté par une convention de financement tripartite SIEA/Département/Commune.

Mais ce qui nous mobilise depuis de nombreux mois et sera l'objet, au cours des prochains mois, de négociations importantes avec ENEDIS, c'est le contrat de concession du réseau de distribution d'électricité. Son issue est déterminante sur le plan financier, mais également, pour la qualité et l'entretien du réseau et pour la maîtrise et la connaissance précise de son périmètre. Nous y travaillons en local avec ENEDIS (je les remercie de leur présence ainsi que les représentants d'ERDF), ainsi qu'avec l'ensemble des syndicats d'énergie de la Région Auvergne-Rhône Alpes avec lesquels nous partageons ces enjeux.

Concernant l'Éclairage public, le SIEA a pris une option importante puisque le passage massif à la technologie LED a plusieurs objectifs :

- d'abord, disposer de sources moins énergivores, favorisant les économies d'énergie et diminuant l'empreinte carbone de chacune de nos communes ;
- ensuite, obtenir une meilleure longévité des sources lumineuses et une pérennité dans le temps des équipements installés, car nous savons que les lampes à sodium ne représentent déjà plus que 10 % de la fabrication mondiale ;
- enfin, et c'est le plus important, engager la transformation de l'équipement « éclairage public » dont la fonction est par définition d'éclairer, vers un équipement multifonction qui ne permet pas que d'éclairer, mais dont les capacités de pilotage répondront aux souhaits de la population et des élus, par des scénarios d'extinction, de variation de luminosité avec une grande souplesse d'utilisation.

La première étape sera d'installer la LED comme solution de base.

L'étape suivante sera de vous proposer un outil qui rendra les équipes municipales (élus ou techniciens) autonomes dans le pilotage et la gestion du réseau d'éclairage public.

Après avoir proposé des groupements de commandes pour l'achat d'énergie, le SIEA se devait de proposer aux collectivités une démarche similaire pour des actions relevant de la transition énergétique : ce fut le cas en 2018 avec l'accompagnement des démarches Plan Climat, air, énergie, de plusieurs communautés de communes ou avec les opérations expérimentales de toitures communales photovoltaïques.

Nous continuerons dans cette voie en 2019, notamment au sein de la Commission consultative paritaire de l'énergie et par des actions proposées aux communes.

La nouvelle version du système d'information géographique XMAP a apporté en 2018, de nouvelles fonctionnalités, mais également une fluidité d'utilisation que vous étiez nombreux à attendre. Des formations d'agents et d'élus ont eu lieu à la suite de ce déploiement. Dans cette compétence, l'année 2019 devrait permettre de démarrer la constitution d'un Plan de corps de rue simplifié en collaboration avec d'autres gestionnaires de réseau.

Avant d'en venir à la communication électronique, je voudrais réaffirmer explicitement la volonté qui est la nôtre, au bureau du SIEA, d'assumer les compétences confiées par les communes membres et d'en assurer la pérennité et l'efficacité avec les évolutions et les transformations nécessaires à cela.

Concernant la communication électronique, l'année 2018 a été déterminante à plusieurs titres.

Tout d'abord sur le plan du rythme de construction du réseau Très haut débit, puisque plus de 30 000 prises de fibre optique ont été réalisées. C'est un résultat très satisfaisant et sans précédent, qui a été rendu possible grâce aux efforts des équipes internes du SIEA et des entreprises partenaires, malgré des obstacles tels l'approvisionnement en fibre à certains moments ou les contraintes d'ingénierie. La construction de ces nombreuses lignes en fibre optique a toutefois montré les limites du système et a démontré la nécessité d'évoluer vers un dispositif à la fois plus industriel et créant une plus grande interface avec les élus des communes sur lesquelles nous construisons le réseau.

Nous avons donc passé en 2018, comme annoncé, un marché de conception réalisation affectant deux lots de construction du réseau sur le département. Pour l'est du département, le groupement AXIONE/BOUYGUES/RÉSONANCE a été choisi et pour l'ouest du département, il s'agit du groupement SOGETREL/CIRCET. Le modèle ne fait pas tout et ces entreprises doivent relever, entre autres, le défi des ressources humaines pour répondre à notre cahier des charges. Plus de 100 personnes seront recrutées par nos seuls prestataires sur notre projet.

Je crois que l'année 2018 aura été également l'année de la reconnaissance de la pertinence de notre projet :

- après une nouvelle audition devant le comité de concertation France Très haut débit qui a émis un avis favorable,
- après une présentation de notre projet par la mission Très haut débit en comité d'engagement de l'État avec à l'issue, un accord de principe pour le SIEA,
- le Premier ministre a signé en fin d'année 2018 la lettre de financement définitif de notre projet par l'État à hauteur de presque 75 M€. C'est non seulement une contribution financière essentielle, mais c'est aussi, effectivement, une reconnaissance et une exigence de l'État à notre égard pour mener à bien la construction du réseau Li@in sur le département de l'Ain.

Je souhaite remercier, une nouvelle fois, celles et ceux qui nous ont soutenus et accompagnés dans ce parcours, pour l'obtention officielle de ce financement.

À cet instant, alors que je viens de rappeler la validation dont nous bénéficions de la part de l'État, alors que je rappelle le soutien de l'Europe, la confiance des collectivités régionales, départementales, communales et de la quasi-totalité des EPCI, témoignant d'une solidarité territoriale à tous les niveaux, je souhaite réagir à quelques informations et propos qui ont été rapportés dans le journal « Le Progrès », il y a tout juste une semaine. Une assemblée générale est faite pour parler stratégie, mais c'est aussi le lieu pour établir ce que je considère comme la réalité.

S'agissant de la technologie 5G, ce n'est pas une technologie concurrente de la fibre ou qui va supplanter la fibre, c'est une technologie de communication mobile qui a comme socle indispensable pour sa performance... la fibre optique. La 5G est complémentaire à la fibre optique pour les besoins en mobilité. Je peux même vous annoncer que, suite à leurs demandes, nous allons apporter la fibre à des entreprises qui utilisent par ailleurs la 5G pour des tests d'objets connectés...

Le président de l'Autorité de régulations des Télécoms (ARCEP) s'est exprimé il y a quelques jours sur la fibre et sur la 5G. Il affirme que le fibrage du territoire national est un projet d'une envergure et d'un enjeu équivalent à celui qui a consisté à implanter le téléphone dans les années 1970. Trente millions de lignes en fibre optique doivent être réalisées pour les entreprises et les foyers français, c'est un défi majeur pour le développement de notre pays. Il a aussi parlé de la 5G, technologie mobile qui succède aux technologies actuelles de mobilité, par exemple la 4G... Je vous invite à écouter son interview, le lien vous sera transmis. (ci-après – fibre à partir de la 10^{ème} minute)

<https://www.arcep.fr/actualites/les-prises-de-parole/detail/n/2019-est-elle-une-annee-decisive-pour-la-5g.html>

La réalité est qu'en France, nous aurons dans quelques années des millions de lignes « fibre » et nous aurons également des centaines de millions d'objets connectés. C'est grâce à la 5G que ces objets pourront communiquer et c'est grâce à la fibre que la 5G sera performante. Pour être clair et concret : au pied des futurs poteaux 5G, il y aura de la fibre optique. Déjà, certains opérateurs nous sollicitent en ce sens...

Pensez-vous que les opérateurs privés investiraient de façon massive chaque année des milliards d'euros pour le déploiement de la fibre optique en France, s'ils envisageaient ne serait-ce qu'une seconde que les technologies hertziennes telles que la 4G et la 5G remplaceraient la fibre ?

Pensez-vous plausible qu'ORANGE ou SFR, par ailleurs « opérateurs mobile » aient intérêt à intensifier leur présence sur le réseau Li@in, comme ils le font aujourd'hui, alors que cela leur coûte des millions d'euros chaque année, s'ils devaient abandonner dans quelques années notre réseau au profit de la 5G ?

Pour moi, le débat ne porte pas sur la concurrence technologique, en revanche, il porte sur la solidarité entre territoires et sur l'égalité d'accès au Très haut débit. D'aucuns peuvent penser que la fibre est au juste prix lorsqu'elle est déployée dans les zones denses et qu'elle devient trop onéreuse lorsqu'elle est déployée dans les zones rurales. Ce n'est pas ma position, car la fibre est devenue un service de base au XXI^e siècle, comme l'ont été à leur époque, l'électricité ou le téléphone.

Peut-on trouver moins cher que la fibre ? C'est une évidence, mais on en a pour son argent, pas plus. Mes chers collègues, vous savez bien en tant qu'élus que le montant d'investissement n'est pas le seul indicateur qui vaille lorsque vous devez arbitrer des décisions dans vos collectivités.

Pour le projet fibre, l'investissement est bien sûr très important, mais il faut prendre en compte, non seulement le service apporté à nos concitoyens, mais aussi les recettes générées par la commercialisation du réseau.

À ce jour, et pour terminer sur ce sujet, je dois vous informer qu'aucune commune ne m'a fait part officiellement de sa demande de ne pas voir la fibre se déployer sur son territoire. Si c'était le cas, j'en prendrais tout simplement acte dans le programme de déploiement que je vous proposerai le 9 mars, car la réalité est que nous avons besoin de 3 ans pour déployer près de 180 000 prises et nous aimerions tous les voir déployées dans nos communes en moins d'un an.

Après ce que je considère pour 2018 comme des succès très encourageants, nous devons en 2019 poursuivre le déploiement de la fibre et nous devons même l'accélérer très fortement pour respecter le planning de déploiement sur le département à fin 2021.

Nous devons continuer de répondre aux exigences de nos partenaires financiers, la Caisse des Dépôts et consignment et la Banque européenne d'investissement, pour obtenir les emprunts nécessaires, comme nous avons su le faire auprès des services de l'État, pour nos subventions.

Nous devons renforcer et structurer l'équipe qui pilotera, suivra et exploitera le réseau Li@in... c'est une nécessité opérationnelle et c'est aussi un gage de sérieux et de crédibilité pour le projet, auprès de nos partenaires financiers. Les recettes de commercialisation de la fibre financeront clairement, cette année, la masse salariale affectée à la communication électronique.

Nous devons, enfin, et c'est un sujet important, en lien avec les entreprises, organiser des relations efficaces avec les communes pour une implication légitime des élus et des services lors des travaux localisés sur leur territoire.

Mes chers collègues, en perspective de l'année 2019, pour la communication électronique comme pour toutes les activités que vous nous avez confiées, j'emprunterai en guise de conclusion, une citation d'Antoine de Saint-Exupéry : « Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible. »

Je vous remercie.

M. Claude Emmanuel Duchemin est désigné comme secrétaire de séance.

Je vous sollicite pour une légère modification de l'ordre du jour, Mme Brigitte Coulon est souffrante et souhaiterait que les orientations budgétaires soient exposées en début de séance : aucune observation.

Information

M. Walter Martin, président du SIEA

Compte rendu des actes effectués

L'assemblée donne acte de la communication du compte rendu des actes effectués en application des délégations données au Président.

Ressources - finances

Rapport d'orientations budgétaires

Mme Brigitte Coulon, déléguée aux finances

Je souhaite saluer le travail réalisé par les équipes comptables sous la direction de Mme Sophie Lasausse et de M. Jacques Béréziat. Ces équipes travaillent d'une manière très importante sur les dossiers budgétaires.

Principaux enjeux

Fibre optique

Ce rapport d'orientations budgétaires s'inscrit dans le discours du Président et dans les enjeux que vous connaissez, dont l'un des principaux est la fibre optique. L'accélération du développement de la fibre optique et la réalisation de 36 000 prises en 2019 ont pour conséquence première, et c'est un des poids majeurs sur le budget, l'augmentation de la masse salariale au budget principal. En effet, l'ensemble de la masse salariale des personnels est porté par le budget principal, mais il est remboursé par le budget RESO-Li@in.

Je vous rappelle l'architecture des budgets du SIEA : un budget principal, un budget RESO-Li@in (fonctionnement de la fibre), un budget annexe Communication électronique (investissements) et un quatrième budget émergeant, celui du photovoltaïque.

Donc, nous aurons une augmentation significative de cette masse salariale dans le budget principal pour faire face au déploiement de la fibre. Ma collègue, Mme Annie Carrier aura à vous présenter l'augmentation des effectifs, ou Mme Stéfany Douillet parlera plus précisément de la nécessaire croissance des effectifs pour livrer la fibre optique en temps et en heure.

Par voie de conséquence, il y a augmentation des dépenses d'exploitation du budget RESO-Li@in. En effet, ces dépenses d'exploitation reflètent la masse salariale, elles sont remboursées au budget principal. Mais comme l'a dit M. le Président, l'augmentation de ces dépenses est couverte par les recettes de commercialisation du réseau.

Enfin, une autre augmentation est la conséquence de l'augmentation des dépenses d'investissement du budget Communication électronique. Elle sera couverte par un emprunt que nous solliciterons auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Banque Européenne d'Investissement, comme nous vous l'avons déjà présenté.

Transition énergétique

Les études du projet ISOL' 01 (isolation des combles) vont être lancées. Il appartient à vos collectivités de se positionner sur ce sujet majeur.

Par ailleurs, il y aura la réalisation de chantiers photovoltaïques expérimentaux, la mise en place du service de conseil en énergie partagée et enfin l'accompagnement de 8 Communautés de communes dans l'élaboration du Plan Climat-air-énergie territorial (PCAET).

Éclairage public

Pour l'éclairage public, il y aura refonte des interventions pour une meilleure satisfaction et efficacité des communes. Des points ont été soulevés lors des commissions géographiques : des insuffisances existaient, des améliorations vont être apportées. Il y aura recrutement d'un chef de projet « éclairage public ».

Numérique et système d'information géographique

Il est prévu une étude de l'intérêt de nouveaux services numériques aux communes pour leur dégager des marges de manœuvre grâce à la mutualisation et à la massification :

- gestion de la téléphonie fixe et/ou mobile, éditique et sauvegarde...
- applications « métier » (espaces numériques de travail, visioconférences, applications SIG, gestion documentaire, etc.).

Il y aura élaboration et mutualisation du Plan de Corps de rue simplifié. Il est nécessaire de remettre des numérotations très précises des rues aux entreprises qui réaliseront le développement de la fibre.

Un autre enjeu sera la géo-détection des réseaux d'éclairage public.

Aucune question n'est formulée.

Budget principal

Les comptes administratifs sont pratiquement arrêtés. Nous élaborons le budget principal 2019 qui reprend les orientations exposées précédemment.

Fonctionnement

Le budget fonctionnement est de l'ordre de 33,1 M€ (– 1 %).

Dépenses

- charges courantes : 10 M€ (+ 2 %)
- contribution au budget annexe (part reversée du budget principal au budget communication électronique qui porte les investissements) : 5,6 M€ (dont 1,6 M€ viennent des communes, la partie EPCI/Département/Région sera abordée ultérieurement), soit – 50 % par rapport à 2018
- charges de personnel : 4,2 M€ (+ 20 %, soit 1,1 M€) ; renforcement des équipes dédiées au fibrage, transparence de l'ensemble des personnels dédiés à la fibre optique (sur les budgets précédents, seul le personnel technique était pris en compte, ce n'est pas suffisant et cela a entraîné une requête de la Chambre régionale des comptes ; le budget doit retracer de manière très précise les charges affectées, notamment les budgets transverses [ressources humaines, communication, comptabilité]) ; désormais, le budget RESO-Li@in reflétera les exactes dépenses
- dette : 40 k€
- autofinancement : 12 M€

Recettes

- cotisations : 10 M€ (préalablement, lorsque les communes sollicitaient le SIEA pour l'effacement de réseau, cela était affecté à leur budget de dépenses d'investissement ; l'État a demandé aux collectivités d'affecter ces dépenses en fonctionnement ; or, dans le budget d'une collectivité, il n'est pas possible de basculer un budget d'investissement à un budget de fonctionnement, cela a des impacts sur le budget du SIEA, car des sommes prévues en fonctionnement reviennent à l'investissement, ceci explique les principales variations ; désormais, un amendement autorise à passer ces sommes en investissement, si cela s'inscrit dans un cadre d'économie d'énergie ; si vous décidez de faire de l'effacement de réseau en 2019, inscrivez ces sommes au budget de fonctionnement, car il est facile de faire une décision modificative du budget de fonctionnement au budget d'investissement, mais la réciproque est interdite ; par la suite, il faudra s'adapter à l'évolution des règles étatiques)
- taxe à consommation finale d'électricité (TCFE) : 8,1 M€
- remboursement personnel par la Régie : 2 M€ (= 1,1 M€)
- redevance ENEDIS : 2,6 M€ (– 500 k€, impact d'un avenant signé fin 2018)
- report d'excédent : 10 M€ de l'exercice précédent.

M. Jean-Marc Thévenet – commune de Péronnas

Le montant de la dette est-il réellement de 40 k€ ?

Mme Brigitte Coulon

Il n'y a pratiquement pas de dettes sur le budget principal, dans le budget de fonctionnement nous ne retrouvons que la part des intérêts au compte 66, ce qui explique cette valeur.

Investissement

Le budget prévu est de 31 M€ (+ 16 %).

Les recettes sont en lien avec l'augmentation des dépenses et le rééquilibrage avec les fonds de concours des communes et cotisations.

Les dépenses reflètent l'impact des politiques « numérique » et « énergie ».

Budget communication électronique

Fonctionnement : 21 M€ (+ 9 %)

Dépenses

- les honoraires ont été intégrés : 600 k€
- remboursement des intérêts d'emprunt : 6,8 M€
- virement de section d'investissement : 12,8 M€

Recettes

- redevance versée par la Régie : 3,4 M€ (en baisse du fait de la hausse du remboursement des charges de personnel)
- subvention d'équilibre du budget principal : 5,6 M€
- report d'excédent : 11,8 M€

Investissement : 130 M€ (+ 40 %)

Dépenses

- travaux : 110 M€ de crédits de paiement, dont 40 M€ de RAR
- remboursement de capital : 9 M€ (+ 900 k€); il s'agit d'un compte 16, en rapprochant ce montant au remboursement des intérêts, nous trouvons « 9 M€ + 6,8 M€ », soit presque 16 M€ d'annuités à rembourser

Recettes

- emprunt inscrit : 70 M€ qui sera demandé auprès des 2 banques mentionnées précédemment, puisque nous avons obtenu la participation de l'État, de la Région, du Département et depuis quelques jours de Communautés de communes, (pas toutes, bien qu'il s'agisse d'un engagement pour l'ensemble des habitants de l'Ain ; notons que le plus grand EPCI de notre territoire, Bourg-en-Bresse s'est engagé. Remerciement à M. Bernard Grison, président d'un EPCI, qui s'est beaucoup investi). Il n'était pas concevable que l'ensemble des collectivités de notre territoire ne soutienne pas un projet de cette nature, projet très ambitieux, mais vital pour l'Ain. En collaboration étroite avec Mme Stéfany Douillet qui fait un travail remarquable sur les marchés, nous finalisons le plan d'affaires. Lorsque ce plan sera ajusté, les dossiers seront présentés. Notre objectif n'est pas d'avoir un accompagnement d'un an, mais d'obtenir un avis favorable pour les financements pour la totalité du projet. C'est l'objectif que je souhaite atteindre avant la fin de ce mandat.

Budget RESOLi@in

Fonctionnement : 13,1 M€ (– 4 %)

Dépenses

- remboursement des charges de personnel : 2 M€ (+ 1,1 M€)
- redevance versée au budget annexe Communication électronique : 3,4 M€
- charges d'exploitation : 6, 9 M€
- imposition au titre de l'IFER : 200 k€

Recettes

- redevances versées par les fournisseurs d'accès Internet (FAI) : 13 M€ (+ 2 %) ; il n'y aura pas de co-investissement d'ORANGE

Investissement : 650 M€ (+ 40 %)

Dépenses

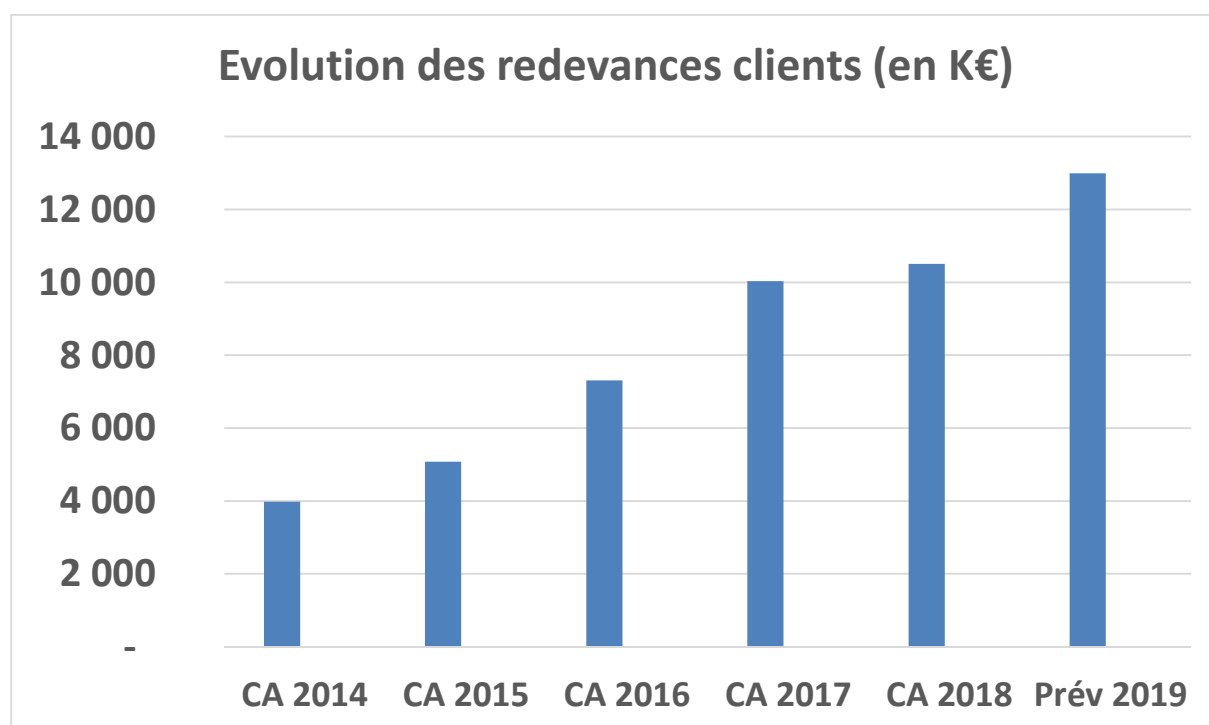
- développements de logiciels : 312 k€

Recettes

- autofinancement par virement de la section de fonctionnement : 500 k€

Aucune question n'est formulée.

Évolution des redevances des clients



Au début du mandat, en 2014, les redevances n'atteignaient pas 4 M€. Nous obtenons maintenant des montants significatifs : au 1/3 du développement de la fibre, les recettes s'élèvent à 13 M€. La courbe devrait s'accélérer de manière beaucoup plus forte, il n'y a aucune raison pour que cette tendance ne se poursuive pas.

Budget photovoltaïque

Des démarches préparatoires ont eu lieu en 2018.

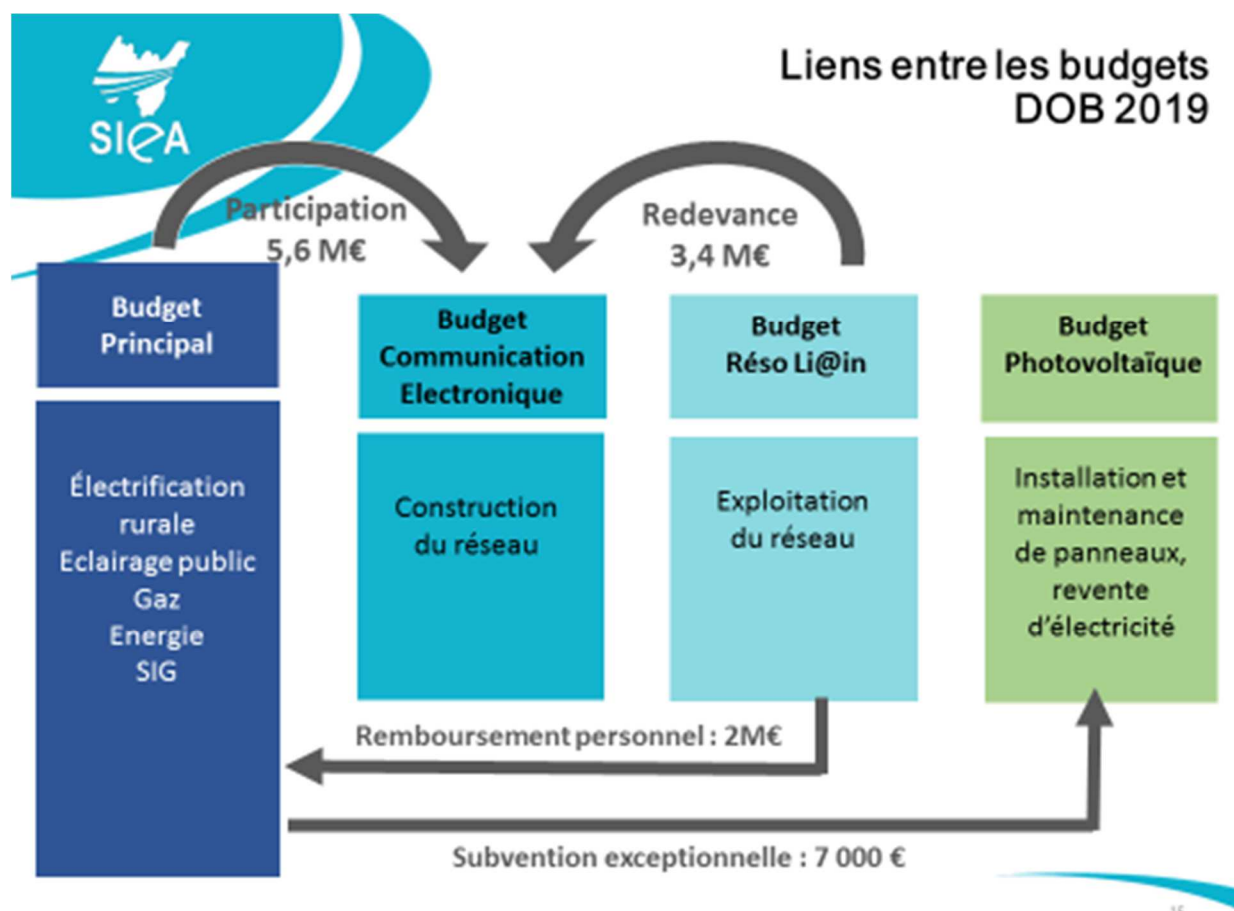
L'évolution des investissements 2019 ne sera pas significative par rapport à 2018.

Pour le fonctionnement, 17 k€ sont prévus, ces recettes seront assurées par la vente à EDF de l'électricité produite.

260 k€ d'investissements seront financés par un emprunt.

Aucune question n'est formulée.

Liens entre les budgets DOB 2019



Le budget principal porte les compétences premières du SIEA (électrification rurale, éclairage public, gaz, énergie, système d'information géographique). Il collecte la part versée par les communes (5,6 M€) pour alimenter la Communication électronique (construction du réseau). Par ailleurs, le budget RESO-Li@in (exploitation du réseau) reverse 3,4 M€ au budget Communication électronique et rembourse 2 M€ de base salariale au budget principal. Enfin, le budget Photovoltaïque (installation et maintenance de panneaux, revente d'électricité) est financé grâce à une subvention exceptionnelle de 7 000 € du budget principal.

Aucune question n'est formulée sur les orientations budgétaires.

Fiscalisation de la contribution due par Messimy-sur-Saône au SIEA.

M. Gérard Gallet, vice-président du SIEA délégué aux travaux d'électrification ou de gaz et de télécoms liés et à la concession des réseaux

Une délibération d'avril 2011 du comité syndical avait permis la fiscalisation des contributions dues par ses communes adhérentes. En 2012, seule la commune de Messimy-sur-Saône a souhaité bénéficier de ce système pour une contribution de 75 724 €. En 2013, la commune a souhaité bénéficier d'un prélèvement sur 5 annuités de 12.621 € et la dernière de 12 619 €. Notons que depuis, le Comité syndical a souhaité cesser ce procédé de fiscalisation. La délibération annuelle est obligatoire, ce sera la dernière à ce sujet.

Aucune remarque, aucune question.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

Gaz

Boz — Desserte en gaz – Définition du mode de gestion

M. Gérard Gallet, vice-président du SIEA délégué aux travaux d'électrification ou de gaz et de télécoms liés et à la concession des réseaux

La Communauté de communes Bresse et Saône a sollicité le SIEA pour l'alimentation du parc d'activités économiques Artiparc, situé sur les communes de Boz, Gorrevod et Reyssouze. Gorrevod et Reyssouze sont desservies en gaz, Boz ne l'est pas. La Communauté de communes a engagé des discussions avec une entreprise afin qu'elle reste dans l'Ain et augmente ses capacités de production, mais son alimentation en gaz est obligatoire.

S'agissant d'un champ concurrentiel, nous avons l'obligation de demander au Comité syndical de lancer une délégation de service public de type concession.

À ce stade de réflexion, compte tenu de la très faible distance d'extension du réseau, l'ensemble des frais devrait être supporté par le concessionnaire. Cette DSP concernera la totalité de la commune, mais l'objectif premier est de desservir les entreprises de l'Actiparc. Le 15 janvier 2019, la CCSPL (commission consultative des services publics locaux) a accepté d'engager une délégation de service public. Le 5 février 2019, le Comité technique a également émis un avis favorable.

Aucune remarque, aucune question.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

Éclairage public

M. Philippe Guillot-Vignot, délégué à l'éclairage public

Définition du niveau d'aide du SIEA sur le renouvellement de points lumineux récemment installés

Comme l'a indiqué le Président, le SIEA a décidé de s'engager assez fortement dans le déploiement de la LED, travail par étapes assez long à réaliser. Il s'agit d'une démarche volontaire qui crée une émulation. Les gains d'économie d'énergie sont sensibles, il faut prendre en compte la notion de gestion de cet éclairage public qui est un élément important de confort et de relation avec la population.

Certaines communes souhaitent avancer plus rapidement que prévu sur le remplacement de leurs luminaires. Nous avons décidé que l'amortissement d'un mât et de son équipement serait de 15 ans. Ces communes veulent entrer dans le Plan Climat-air-énergie, nous devons leur proposer une solution.

L'aide financière du SIEA va être maintenue pour encourager ces actions, mais nous allons considérer que la période d'amortissement sera de 15 ans et nous ne pourrons pas financer intégralement, si l'équipement n'est pas totalement amorti.

Nous proposons une formule de pondération en fonction de l'âge de l'installation, à hauteur du pourcentage qui correspond, en respectant les mêmes critères de financement des équipements.

La pondération baissera en fonction de la durée retenue pour l'amortissement des travaux. Elle variera de 7 % à 100 %.

$$P = PO * C$$

P = participation du SIEA

PO = participation du SIEA aux travaux calculés selon les règles habituelles

C = coefficient correcteur ne pouvant être supérieur à 1

C = âge désinstallation/15

Age des installations	C
1	7%
2	13%
3	20%
4	27%
5	33%
6	40%
7	47%
8	53%
9	60%
10	67%
11	73%
12	80%
13	87%
14	93%
15	100%
16	100%
17	100%
18	100%
...	100%

Aucune remarque, aucune question.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

Compétence signalisation tricolore et lumineuse

Lors des Commissions géographiques, des communes ayant de la signalisation lumineuse tricolore ont demandé si le SIEA ne pourrait pas être un acteur/partenaire, comme il l'est pour l'éclairage public. S'il ne pourrait pas intégrer la prestation de gestion, de maintenance, voire d'installation de ces équipements.

Nous avons intégré certains éléments dans nos marchés de base lors de dépannage très limité : remplacements de lampes ou d'optique LED, reprogrammations de compteurs de feux et visites mensuelles de contrôle. La délégation n'existe pas sur ces actions, et les communes porteront obligatoirement la prise en charge de ces prestations. Si plusieurs communes en font la demande, le SIEA pourrait optimiser par groupements de commandes.

La première étape serait de faire un diagnostic (connaître l'état des équipements dont certains datent de 30 ou 40 ans).

Il s'agit d'une prestation de maintenance et de travaux, mais l'installation d'une signalisation lumineuse tricolore est un aménagement urbain. Elle concerne des problèmes liés à la sécurité, à une stratégie communale d'équipements de voiries, de lieux et n'entre pas dans la stratégie du SIEA exploitant et assurant la maintenance de ces installations.

Dans un premier temps, nous proposons de lancer une enquête auprès des communes afin de recenser leurs besoins.

Ensuite, il pourrait y avoir validation d'un groupement de commandes visant à établir un diagnostic.

Elle serait suivie par une évaluation des coûts d'une éventuelle remise en conformité.

Les communes concernées prendraient intégralement en charge le financement, en particulier des diagnostics.

Aucune remarque, aucune question.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

Illuminations de Noël

Sensible et très important, ce sujet diffère selon les communes. La pose et la dépose des illuminations de Noël sont une compétence communale. Le matériel s'accroche généralement sur des équipements d'éclairage public.

Le SIEA constate une forte hausse des dépannages d'éclairage public en novembre et décembre. Le coût des interventions déclarées et constatées comme étant liées à ces illuminations est estimé à 30 k€ par an.

Des dépannages mettent en évidence des problèmes de sécurité électrique. Or le SIEA a la délégation sur l'éclairage public : en intervenant, le SIEA se met lui aussi en difficulté pour ce qui concerne la sécurité.

Les surconsommations induites génèrent des augmentations des puissances souscrites. Ce qui implique parfois des discussions avec ENEDIS.

Ceci nous entraîne à soumettre deux propositions :

- le coût des dépannages liés aux illuminations serait à la charge des communes ;
- le SIEA accompagnerait les communes par le biais d'un fascicule ou d'un manuel afin que les artisans et entreprises retenus par les communes puissent réaliser des installations selon les règles en vigueur (protection de la sécurité des personnes).

Certaines communes équipent les mâts d'éclairage public d'une prise spécifique, nous souhaiterions qu'il en soit ainsi pour tous les mâts, mais le SIEA ne l'imposera pas, car le coût est important. Néanmoins, nous souhaitons améliorer ces installations.

Mme Marie-Jeanne Beguet – Civrieux

Lorsque les illuminations sont installées par le RSE, serons-nous soumis aux mêmes contraintes ? Nous pouvons penser que leur travail est mené dans les règles de l'art.

M. Walter Martin

Oui, vous serez soumis à ces contraintes.

M. Philippe Guillot-Vignot

Vous serez associés à la démarche.

M. Jean-Marc George - Directeur de RSE (Régie Services Energie)

Je confirme que nous travaillons dans les règles de l'art, en installant des prises spécifiques, il n'y a pas de problème de sécurité. Nous mettons en place les illuminations dans une quinzaine de communes sur les 50 pour lesquelles nous intervenons sur l'éclairage public. Mais, il nous est arrivé de faire des dépannages sur des illuminations dans lesquelles nous n'étions pas intervenus préalablement. Je comprends parfaitement la problématique exposée par le SIEA, car nous l'avons vécu dans 2 communes fin 2018.

M. Philippe Guillot-Vignot

Je vous remercie pour votre témoignage qui confirme que nous devons améliorer la sécurité de ces installations. Je précise que parfois le mode « éclairage public » n'est pas utilisé pour les illuminations, mais c'est un autre sujet.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

Énergie

M. Christophe Greffet, vice-président du SIEA délégué à l'énergie

Point d'information sur le projet ISOL' 01

Il est bon de rappeler que 240 millions de mètres carrés de bâtiments publics ont été recensés à l'échelle nationale, ce qui occasionne des déperditions, notamment thermiques et principalement par les toitures. Des réflexions des syndicats d'énergie régionaux est née une sorte de boîte à outils accompagnée d'une opération de massification visant à isoler les combles perdus qui s'est déjà déroulée dans d'autres départements. Vous avez eu connaissance de cette opération par des courriers adressés aux maires et aux présidents des EPCI. Les destinataires secondaires ont été les délégués titulaires au sein du SIEA.

Une enquête a pour but de recenser les bâtiments qui pourraient faire partie de cette opération. Le 14 février, un questionnaire a été mis en ligne. Notre objectif est d'achever l'enquête le 5 mars et d'en connaître les résultats à la fin du premier semestre 2019.

Cela permettra de connaître le nombre de communes et d'intercommunalités intéressées et d'identifier le dimensionnement de l'opération en fonction du nombre de bâtiments éligibles. Il faudra ensuite opérer des diagnostics et la faisabilité au cours du second semestre 2019. Les appels d'offres pourraient être lancés en 2019 et les travaux réalisés en 2020.

Une journée après la mise en ligne du questionnaire, plus de 30 communes ont répondu. L'intérêt est donc manifeste et plusieurs dizaines de bâtiments ont d'ores et déjà été identifiés par vos soins. Jusqu'au 5 mars, le service Énergie du SIEA reste à votre disposition pour répondre à tout questionnement.

C'est une opération très concrète, puisque nous sommes dans l'opérationnel tout en réfléchissant. Cela permet de dire quelques mots de la concrétisation des *Plans Climat-air-énergie territoriaux*. Nous avons fait le choix de la mutualisation de l'élaboration, un groupement de commandes a été conduit, le premier lancement a eu lieu le 11 janvier 2019, au SIEA. Les 8 intercommunalités concernées ont été réunies et la semaine suivante l'État (DDT) a organisé une autre réunion pour définir les actions d'élaboration au cours des 12/15 mois à venir. À la fin du printemps 2019, les diagnostics seront achevés. Les stratégies s'établiront à la rentrée prochaine et les plans d'action seront validés début 2020. Il est entendu que chacune des intercommunalités travaille à son rythme. Deux lancements locaux ont eu lieu : le 13 février 2019 à Miribel (Communauté de Miribel et du Plateau) et le 14 février à Montluel.

Dans toutes les actions engagées, les travaux de l'opération ISOL' 01 auront toute leur place en 2020.

Un autre aspect opérationnel touche *les installations photovoltaïques*. C'est une contribution modeste à la production d'énergie renouvelable, mais nous souhaitons voir comment porter ce type d'opération. L'analyse des offres est en cours et il s'avère que sur les 234 000 € d'estimation de travaux, nous serions à quelques dizaines de milliers d'euros en deçà de l'estimation. Ceci nous permettra d'avoir un meilleur retour sur investissement que nous avons déjà en deçà de 20 ans. Avant mai 2019, ces installations seront posées sur les toitures des bâtiments retenus.

L'opération ISOL' 01 attend une réponse à l'enquête pour que le SIEA puisse l'identifier à raison de plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de bâtiments, comme d'autres départements l'ont déjà fait. Cette opération de massification permettra de tirer le prix des travaux vers le bas, tout en valorisant les certificats d'économie d'énergie, puisque nous en attendons environ un tiers ou la moitié en ce qui concerne les financements. Ceci fait partie de la concrétisation des réflexions sur la transition énergétique.

M. Gilles Le Bon – Corveissiat

À titre privé, l'État demande 1 €, pour mettre de la laine de verre dans les combles perdus. Est-ce que l'équivalent se fait dans les municipalités ou avons-nous besoin d'ISOL' 01 ?

M. Christophe Greffet

Comme son nom l'indique, le dispositif est destiné aux particuliers, qui plus est sous condition de ressources. Donc, nous avons besoin d'ISOL' 01.

Mme Christiane Colas - Confrançon

Quel sera le montant de la participation du SIEA en ce qui concerne les travaux ?

M. Christophe Greffet

Nous avons besoin de calibrer l'opération afin de connaître la typologie de marché qui sera choisie. En ce qui concerne l'accompagnement, la massification a pour but de tirer le prix des travaux vers le bas. Ce sera un gain pour tout un chacun. De plus, il y aura valorisation des certificats d'économie d'énergie, comme nous le faisons déjà, mais nous le massifierons. À ce stade, un apport du budget général du syndicat n'est pas imaginé, il s'agit plutôt de faire bénéficier les adhérents de prix les plus bas possible et de valorisation des CEE. Toute opération doit trouver une forme d'équilibre. L'apport du syndicat se fait au travers de son service Énergie, car c'est du temps/agent nécessaire. Il est possible de le valoriser sous cette forme.

M. Walter Martin

Le résultat de cette action sera une diminution de la consommation énergétique dans les bâtiments publics, donc une économie réalisable sur l'énergie.

SIG

M. Denis Linglin, vice-président du SIEA délégué au Système d'information géographique et aux usages du Numérique

Point d'information sur le marché « Détection des réseaux d'éclairage public »

Levé des réseaux pour répondre aux déclarations de travaux (DT)

et déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT)

L'État a fait obligation pour les gestionnaires de réseau de déclarer sur le site du guichet unique national, les ouvrages ainsi que les zones d'emprise. Il faut donc faire le levé des réseaux sensibles. En ce qui concerne le SIEA, le seul réseau est celui d'éclairage public. Cela permettra de répondre aux DT et aux DICT ; il est toujours intéressant de savoir où passent les fils en souterrain lorsqu'un chantier commence à utiliser une pelle mécanique. Ceci paraît évident, mais jusqu'à présent il n'y avait pas de base nationale de données à renseigner en permanence.

Le réseau d'éclairage public est à lever avant 2026 (soit 8 ans) : réseaux sensibles des zones urbaines avant 2020 et avant 2026 pour les zones rurales. Les réponses aux DICT devront se faire en classe A, ce qui implique une certaine précision : écart moyen de 11 cm, écart maximum de 40, seuil 1 de 27 cm.

Sont concernés :

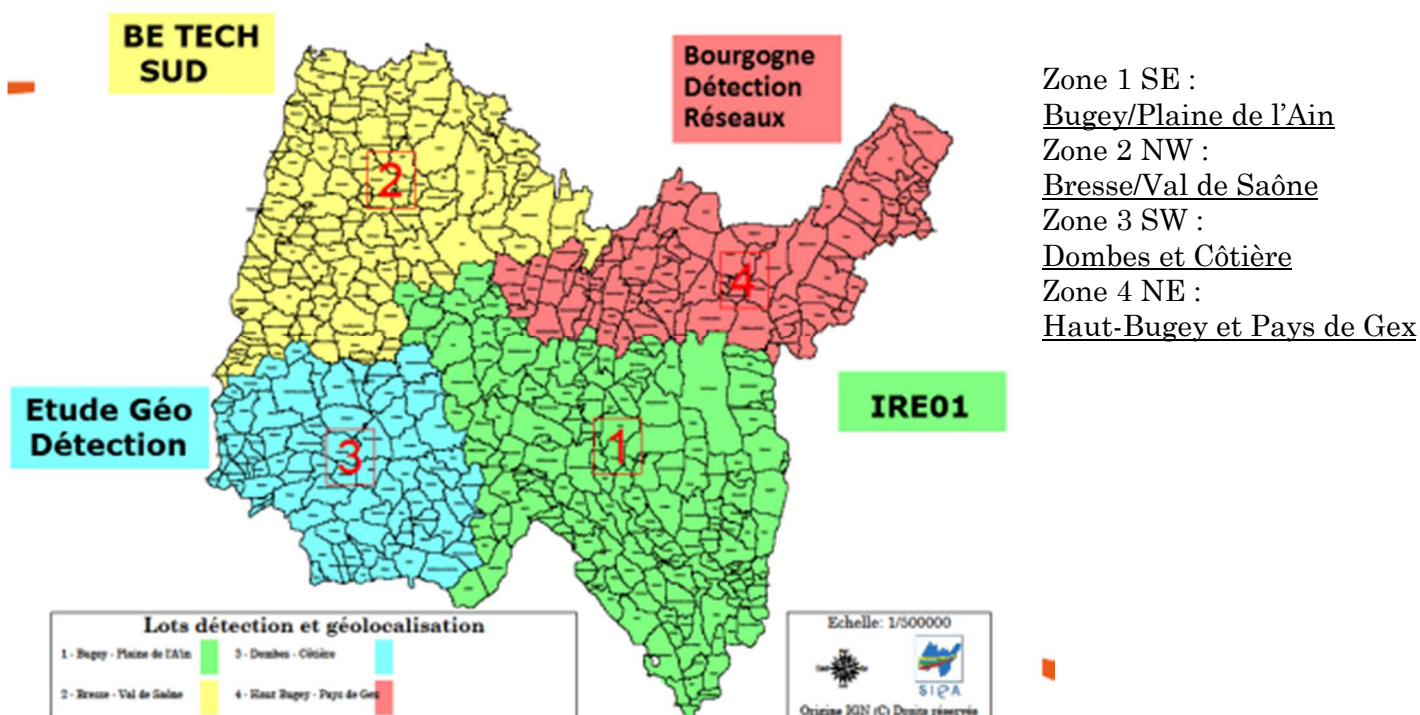
- 3 300 km de réseau dont 1 700 km en souterrain,
- 90 000 lampes d'éclairage public dont 1/4 en communes urbaines ;
- le coût moyen de détection est de 1 000 à 1 500 €/km de réseau,
- le coût moyen global est estimé à 3 M€ sur 8 ans.

Fin 2017, un test s'est déroulé sur 6 communes pour un coût de 115 k€ ce qui permet d'estimer le montant des travaux sur l'ensemble du département.

Un marché de détection et de géoréférencement (géolocalisation) a été fait en 4 lots, la notification date du 17 janvier 2019.

Nous allons lancer un marché de contrôle de détection de ces travaux. Les offres ont été reçues le 22 février, la commission d'appel d'offres se réunira le 5 mars.

Lots détection et géolocalisation



Communication électronique

RESO-Li@in — Nomination de la Directrice Diapo 28

M. Walter Martin, président du SIEA

Comme le prévoient les statuts de la Régie d'exploitation du RESO-Li@in, il appartient au président de proposer la désignation de la personne qui dirigera cette Régie, après avis de son Conseil d'exploitation. Ce conseil a été réuni le 12 février 2019, il a donné un avis positif à la désignation de Mme Stéphanie Douillet en tant que directrice de la Régie RESO-Li@in. Par ailleurs, Mme Stéphanie Douillet est directrice du Pôle Communications électroniques du SIEA.

Mme Stéphanie Douillet

J'ai 35 ans, mais depuis 13 ans, je travaille dans le cadre de l'aménagement numérique des territoires. Pendant un peu plus de 3 ans, j'ai travaillé chez un petit opérateur local près de Lyon, il commercialisait les réseaux hertziens (WiFi, WiMAX) et la technologie satellitaire, un peu partout en France, sur plus de 26 départements. Puis j'ai été recrutée chez un opérateur national qui m'a demandé d'aller à Paris ; pendant un peu plus de 9 ans, j'ai eu plusieurs fonctions sur les relations avec les collectivités, toujours dans l'aménagement numérique des territoires, au départ sur le WiFi, puis sur les technologies cuivre, puis sur la fibre avec le déploiement HTTH annoncé en 2011, avec l'appel à manifestations d'intentions d'investissements pour les opérateurs privés. J'ai continué dans cette voie dans les relations, non plus avec les collectivités, mais avec les acteurs plus nationaux, notamment la Mission Très haut débit dans la construction du plan France Très haut débit, puis dans sa mise en œuvre. En tant qu'opérateur, j'avais connaissance des dossiers des projets d'initiative publique des collectivités.

Je pense que les télécoms sont un domaine de passionnés, le président de l'ARCEP l'a dit lors de ses vœux, c'est une communauté, un petit monde où chacun se connaît à l'échelle nationale. C'est un monde soudé, mais aussi un monde difficile, car les technologies évoluent. Il faut savoir anticiper, savoir quelle technologie va arriver. J'ai repris le débat technologique ; effectivement, il y a quelques années, opérateurs, constructeurs et équipementiers se sont demandé sur quelle technologie investir. Jusqu'à 2013, WiMAX devait apporter un meilleur débit, mais il y avait des inconvénients en présence d'arbres, de montagnes (j'ai été en difficulté pour commercialiser du WiMAX au Pays basque). En France, la technologie filaire (cuivre) est largement ancrée dans chaque foyer : d'anciens collègues me racontaient qu'ils allaient expliquer à la population comment fonctionnait le téléphone. La fibre est en train de reproduire le même phénomène, avec des contraintes beaucoup plus complexes que celles du réseau cuivre : contraintes réglementaires, concurrentielles et autres. Cela ralentit un peu le déploiement de la fibre par rapport au réseau cuivre. Mais, il s'agit de la même logique : apporter la fibre le plus rapidement au plus grand nombre. C'est l'objectif fixé à tous les pays de la communauté européenne : la société Gigabit 2025. Le plan France Très haut débit fixe les objectifs pour 2022, avec 80 % de fibre optique, puisqu'il y aura des lignes isolées un peu partout sur le territoire. J'ai travaillé sur l'ensemble du territoire français, et en Guyane, il n'y aura pas la fibre partout. Par contre, à Saint-Martin qui a vécu les ouragans, 3 500 foyers auront la fibre. Une ligne en fibre au fond des bois revient très cher, des technologies alternatives seront alors utilisées, comme le satellite. La majorité des foyers français devrait disposer de la fibre à court ou moyen terme.

Pour revenir à mon parcours, participer à l'aménagement du territoire me passionne. Au même titre que les routes, les autoroutes, les gares ou autres, les infrastructures télécoms contribuent à l'économie locale, au développement de l'industrie, à l'innovation. Hier au soir, le représentant d'une entreprise m'a demandé quand il aurait accès à la fibre à Lagnieu, comme c'est le cas à Lyon. Je lui ai répondu que le président du SIEA annoncerait le programme en mars, les communes retenues pour 2019 seront alors connues. Cet entrepreneur a besoin de la fibre pour le télétravail, car il s'occupe d'objets connectés qui utilisent la 5G. Pour la mobilité, la 5G est utile, mais chez soi, il est nécessaire d'avoir un débit bon et stable. Aujourd'hui, les technologies hertziennes ne sont pas stables. Il faut prendre en compte ces points importants. Les agents du SIEA et de la Régie RESO-Li@in contribuent à l'aménagement du territoire, ils œuvrent à l'intérêt général. Cela fait partie du travail quotidien des équipes, toutes très impliquées. Il y a les intérêts économiques et autres, mais l'aspect humain existe aussi dans les télécoms : il s'agit de réseaux.

M. Kamel Hassoun – Bellignat

J'ai compris qu'il s'agissait de la création d'un poste de directrice, j'aimerais savoir si un lien existe entre les deux directeurs ou si les services sont séparés.

M. Walter Martin

Il ne s'agit pas d'un nouveau poste, il existait avec la charge de diriger la Régie RESO-Li@in depuis le début de l'initiative de déploiement et d'exploitation de la fibre dans le département. Ce poste est découplé de celui de direction du pôle Communications électroniques. Logiquement il est affecté à la personne qui dirige ce pôle dès lors que nous considérons que la construction du réseau, son exploitation et sa commercialisation doivent être dirigées par une personne.

Le poste de direction du pôle Communications électroniques était vacant, il a été transformé et affecté à cette fonction. Les 2 directeurs sont rattachés au président. Des liens fonctionnels existent entre ces directions puisque les services supports sont hiérarchiquement dépendants de M. Philippe Dubost, les services ressources/supports sont mutualisés.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

Convention financière avec le Département pour le déploiement de la fibre optique

M. Michel Chanel, vice-président délégué à la Communication électronique, infrastructure et exploitation

Contexte

Le Département de l'Ain a été un partenaire du projet Li@in :

- depuis 2014, avec la révision du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique dont il est le porteur ;
- par des financements apportés au cours des années précédentes sous forme de subventions ou de garanties d'emprunt.

Le programme de déploiement de prises raccordables présenté lors de l'assemblée générale du 5 octobre 2018 prévoit :

- 36 000 prises raccordables en 2019,
- 68 000 prises raccordables en 2020,
- 68 000 prises raccordables en 2021.

Convention

Le Département de l'Ain attribue au SIEA une subvention d'un montant de 3 M€ pour l'année 2019, c'est l'objet de la convention financière.

Modalités

Un premier versement à hauteur de 2,7 M€ interviendra lors de la signature de la convention par les 2 parties. Cette convention est approuvée par le Département.

Le versement du solde annuel d'un montant de 300 000 € pourra être effectué avant le 30 novembre 2019, selon les conditions notifiées dans la convention.

Engagement du SIEA

Le SIEA s'engage à respecter les orientations établies lors du Comité de pilotage des financeurs.

Aucune remarque, aucune question.

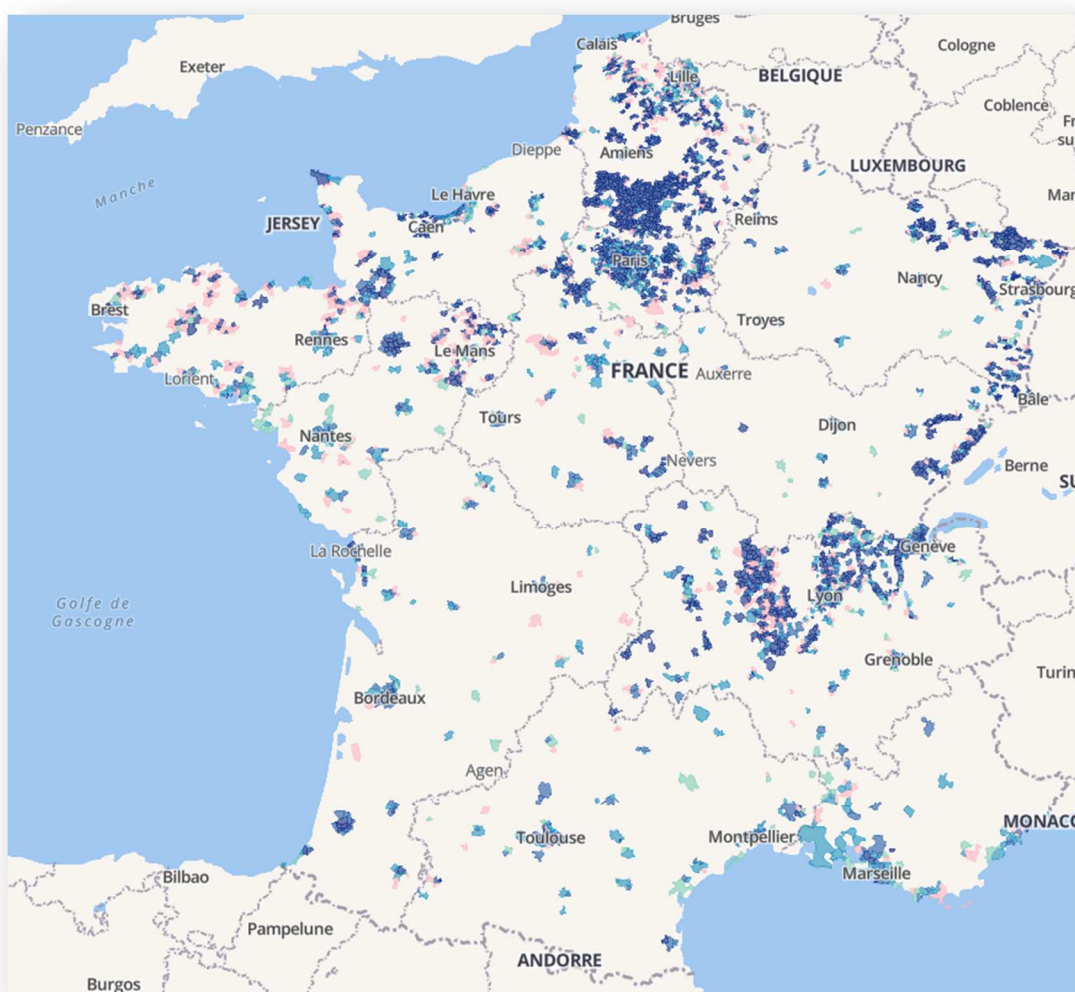
Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

État des lieux

Point d'information sur le projet

Carte « Information et point sur l'avancement du déploiement »



Les zones bleues sont celles où le FttH est présent :

- les grandes villes sont au nombre de 148, les 4 grands opérateurs y ont chacun leur réseau ;
- 800 des 3 500 communes (des zones dites AMII) sont fibrées par SFR (20 %) ou ORANGE (80 %) ; leur mur d'investissement est donc important sur ces zones AMII qui deviennent des zones conventionnées ;
- tout le reste est peu ou prou fibré par des réseaux d'initiative publique comme celui de l'Ain. 3 zones se distinguent, l'Oise, la Loire et l'Ain où les taches sont d'un bleu un peu soutenu.

Le total du nombre de prises de la Loire et de l'Oise égale le nombre de prises que le SIEA doit construire dans le département de l'Ain.

Au 31 décembre 2018, grâce aux équipes du SIEA et de la Régie RESO-Li@in :

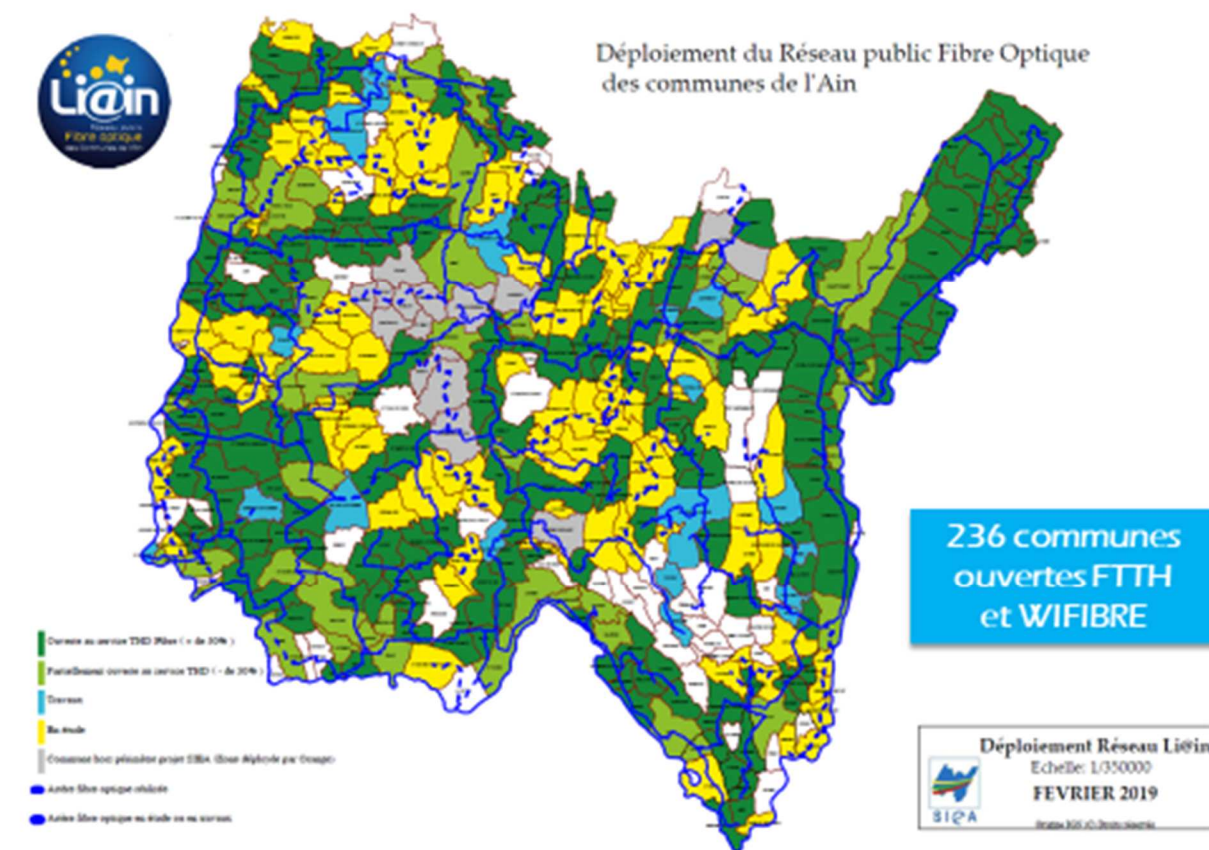
- 230 communes sont desservies partiellement ou totalement (sur les 393 à équiper d'ici fin 2021) ;
- 6 ouvertures sont programmées d'ici fin mars 2019 ;
- 115 240 logements et bâtiments professionnels sont éligibles sur les 287 000 à faire d'ici fin 2021, dont plus de 30 000 en 2018 comme le SIEA s'y était engagé !

145 Zones d'activités sont ouvertes au Très haut débit.

37 820 abonnés bénéficient du service FttH, dont 1 500 professionnels.

Il y a 32 opérateurs partenaires, dont 2 nationaux.

La carte du département de l'Ain devient de plus en plus verte : 236 communes sont ouvertes FttH et WIFIBRE.



De 2009 à 2014, il y a eu déploiement des lignes FttH en même temps que la création du Plan national Très haut débit, mais bien avant la création du Plan France Très haut débit (2013) et du cadre réglementaire FttH.

De 2014 à 2017, il a fallu adapter le réseau FttH au modèle de déploiement réglementaire afin de le rendre conforme aux standards et cadres nationaux. La priorisation des mises à niveau a ralenti fortement les déploiements, mais la commercialisation s'est poursuivie.

En 2018, le déploiement a été repris intensément avec plus de 30 000 lignes rendues raccordables, annoncées et réalisées (4 000 lignes par mois au cours des 6 derniers mois).

En parallèle, les marchés de conception réalisation ont été lancés et attribués. Des décisions concernant la mise en place d'un pilotage, d'une gouvernance et d'une organisation dédiée aux projets ont été prises.

À ce stade, je tiens à remercier et à féliciter les personnes du SIEA, les opérateurs et les entreprises qui sont en charge de ce programme ambitieux. Dans un contexte de sous-effectif, nos collaborateurs ont réussi ce programme grâce à leur ténacité et leur abnégation. Ce sous-effectif a impliqué, entre autres, notre non-présence auprès des élus concernés par le développement sur leurs territoires. Ce qui nous a été reproché à juste titre lors des commissions géographiques.

Le franchissement de ces étapes a permis d'obtenir l'engagement de financement de l'État en faveur du réseau d'initiative publique de l'Ain, porté par le SIEA, pour un montant de 74,6 M€ (courrier du Premier ministre le 24 décembre 2018). Cet engagement confirme la solidité de notre projet.

2019 verra l'accélération des déploiements.

Des négociations auront lieu avec les titulaires de marchés, des calendriers de déploiement et d'ingénierie seront définis dans le respect de la réglementation.

Il y aura poursuite et finalisation des échanges avec les acteurs publics et financiers, afin d'obtenir la totalité des ressources (financières, humaines...) nécessaires à l'accélération attendue du programme de déploiement pour l'ensemble des communes.

À la fin du premier semestre 2019, 6 000 lignes en fibre optique par mois seront déployées afin que le déploiement soit complet fin 2021.

Carte : « Réseau Li@in : 1^{er} RIP de France en matière d'ouverture, d'accessibilité du réseau FttH aux FAI » (page suivante)

Une carte des RIP a été établie par la Fédération des fournisseurs d'accès Internet associatifs (FFDN). Cette étude a été saluée par le président de l'ARCEP. Ils se reconnaissent dans des valeurs communes : bénévolat, solidarité, fonctionnement démocratique à but non lucratif, défense et promotion de la neutralité du Net. Ils ont recensé l'ouverture des réseaux à tous les opérateurs, et en particulier les opérateurs alternatifs. Des critères (prix, durée d'amortissement des frais fixes, catalogues de services en particulier l'activation du réseau permettant à tout opérateur de l'utiliser, etc.) leur ont permis d'attribuer des couleurs, la couleur verte donnant la note la plus haute. Le département de l'Ain est le seul à se voir décerner la note la meilleure, son réseau permet à tout opérateur de travailler. Le SIEA a été visionnaire, cela lui permet d'utiliser des solutions autres que celles préconisées par la réglementation.

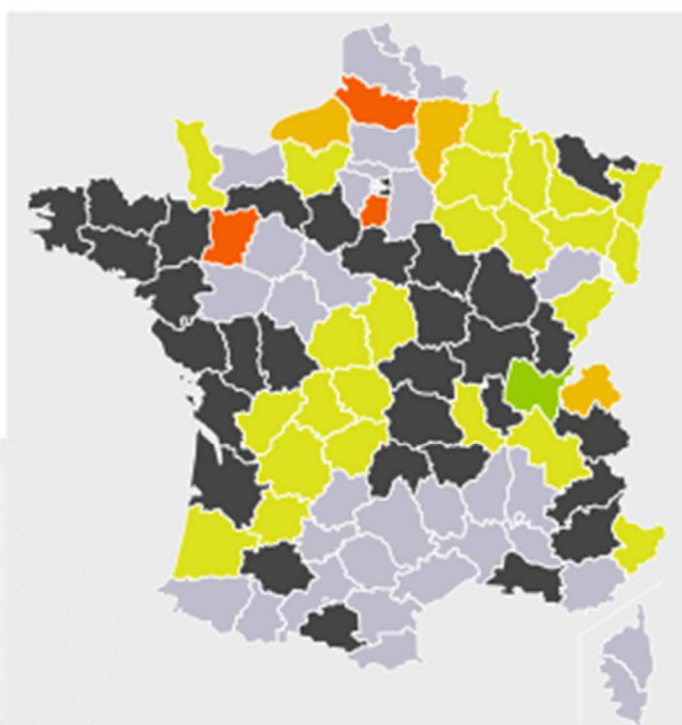


Réseau Li@in : 1er RIP de France en matière d'ouverture, d'accessibilité du réseau FttH aux FAI

Carte des RIP FTTH établie suite à l'étude de la FFDN: Fédération des Fournisseurs d'Accès Internet Associatifs.

Etude saluée par le Président de l'ARCEP.

Critères: prix, durée d'amortissement des frais fixes, catalogue de service...



36

Gouvernance et pilotage

Le réseau peut être construit grâce à la contribution de partenaires.

La contribution du SIEA est de 90 M€, dont une contribution directe des communes pour 24 M€.

Les EPCI financent à hauteur de 29 M€, le Conseil départemental de l'Ain à hauteur de 30 M€, la Région à hauteur de 20 M€ et l'État à hauteur de 80 M€. Le besoin d'emprunt par le SIEA auprès de la Caisse des Dépôts et consignations et de la Banque européenne d'investissement est estimé à 207 M€.

Selon l'Assemblée générale de l'association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA), en ce qui concerne l'emploi, le pouvoir d'achat et le dynamisme économique, les réseaux d'initiative publique et les réseaux FttH en général permettent de diminuer de 0,72 point le chômage dans les zones dotées d'un RIP fibre optique jusqu'à l'abonné. 145,4 M€ de pouvoir d'achat sont rendus aux ménages, entreprises et acteurs publics grâce au développement de la concurrence. Il existe une corrélation entre le taux de création d'entreprises sur un territoire et la présence d'un RIP FttH.

Les instances de décision sont :

- le SIEA à travers ses assemblées générales, ses réunions de bureau et ses commissions thématiques ;
- le Conseil d'exploitation de la Régie RESO-Li@in ;
- le Comité de pilotage des financeurs composés de l'État (préfet et Agence du numérique), de la Région, du Département, les représentants des EPCI, de l'AVICCA et du SIEA qui représente les communes et la Régie.

Organigramme SIEA

Une organisation rationalisée du Pôle fibre est en cours d'adaptation à un déploiement massif.

Mme Stéphanie Douillet dirige ce pôle en liaison fonctionnelle avec tous les services du SIEA.

Ce Pôle comprend 4 grands « services » :

- M. Éric Berthet est directeur des travaux et adjoint à la directrice,
- M. Ludovic Veyret dirige le service clients,
- M. Matthieu Flye Sainte-Marie dirige l'exploitation et la maintenance,
- M. Laurent Haugeard dirige l'architecture réseau.

Le service « travaux » doit être étoffé afin d'ouvrir 6 000 prises par mois, mais aussi pour être plus près des communes concernées par le déploiement. Il est prévu d'ouvrir 1 poste de chargé d'affaires fibre, 2 postes en cours de recrutement concernant des postes existants, 2 autres postes seront ajoutés.

Le service « commercialisation » doit également être étoffé, puisque le nombre de prises raccordées chaque mois est augmenté, cela demande beaucoup plus de travail et un suivi plus précis des raccordements. 2 postes sont à pourvoir. 1 poste est à pourvoir pour les DICT.

Le service « exploitation/maintenance » verra le recrutement d'un technicien pour l'ingénierie et les outils FttH et d'un autre technicien pour superviser, sachant que M. Arnaud Richond qui était superviseur va s'occuper principalement de la partie activée du réseau.

Le service « infrastructures » accueillera une personne en formation d'ingénieur en alternance. Ce sera la troisième personne que le SIEA formera aux métiers de la fibre. Tous ces postes sont opérationnels.

Une organisation rationalisée et en cours d'adaptation à un déploiement massif



M. Walter Martin

Il est intéressant d'étudier l'organigramme du Pôle Communications électroniques, car il illustre le fait que le réseau Li@in est conçu, construit, supervisé, commercialisé et exploité. Nous sommes présents sur tout le périmètre de compétence de la fibre, du Très haut débit et de la communication électronique. C'est aussi ce qui fait la force et donne une grande qualité à notre réseau. Les incidents regrettables qui ont eu lieu fin 2018 ont permis de démontrer que nous maîtrisons très bien ce réseau, car nous avons pu le rétablir très rapidement, en particulier pour des entreprises.

Mme Stéphanie Douillet

Cet organigramme a été conçu en réfléchissant aux activités actuelles et à venir, en prenant en compte leurs intensités. Par exemple, pour les travaux, il y aura 2 créations de postes à la Régie. La Régie s'occupe de l'exploitation et de la maintenance, de la supervision du réseau, mais il va y avoir une augmentation des travaux pendant 3 ans, puis ils deviendront rares, puisqu'il ne s'agira que de nouveaux lotissements, d'extensions. Donc, ces postes créés seront dédiés dans un premier temps aux travaux, au SIEA, puis ils intégreront la Régie. Le réseau devra être maintenu, entretenu, commercialisé, donc les recrutements ont été faits par le Pôle travaux du SIEA et par la Régie.

Nous avons également réfléchi aux activités, aux profils des agents. Cela aboutit à une répartition selon les activités à piloter. Le personnel présenté dans un cadre de l'organigramme sera responsable, par exemple du service clients. Aujourd'hui, les directeurs sont responsables de tous les marchés. Demain, les responsables le seront de la gestion et du pilotage de marchés. Rationnellement, il n'est plus possible de tout gérer « en cheminée », il faut responsabiliser les agents qui n'attendent que cela, car ils sont compétents, responsables sans en avoir la reconnaissance externe. Chacun sera responsable de son activité, les directeurs piloteront. Cela permettra de faire face à l'augmentation très rapide du nombre de lignes FttH sur le département.

Enfin, l'organigramme a été réfléchi pour l'ensemble du déploiement et même au-delà, comme cela a été le cas pour les ressources humaines, les aspects financiers, le plan d'affaires.

Il est important de faire ce gros plan sur les ressources humaines, pour montrer que nous nous dimensionnons pour faire face à l'afflux, pour être crédible devant les partenaires financiers et les autres acteurs. Cela permettra de présenter aux communes, en mars 2019, les modalités d'accompagnement de ces équipes pour la totalité des déploiements.

Intervention d'un représentant de la commune de Jujurieux, non audible.

M. Michel Chanel

Il faudra adapter le nombre de personnes à l'activité. Pour le moment, elle sera essentiellement liée à la construction, demain, il s'agira surtout de commercialisation et de maintenance. Cette adaptation est prévue, mais il n'est pas possible de dire aujourd'hui si l'équipe sera suffisante ou non. Si notre réseau n'a pas de maintenance à faire, il n'y aura pas besoin d'autres recrutements. Ce réseau se comporte bien, il a une qualité de service incroyable. Merci à tous.

Révision du Plan d'affaires

Plan d'affaires

Un plan d'affaires en totale cohérence avec l'orientation budgétaire envisagée consacre un onglet à ses besoins d'investissement, afin de donner une vision sur les immobilisations nécessaires tout au long du projet.

Ces investissements se décomposent en 4 catégories :

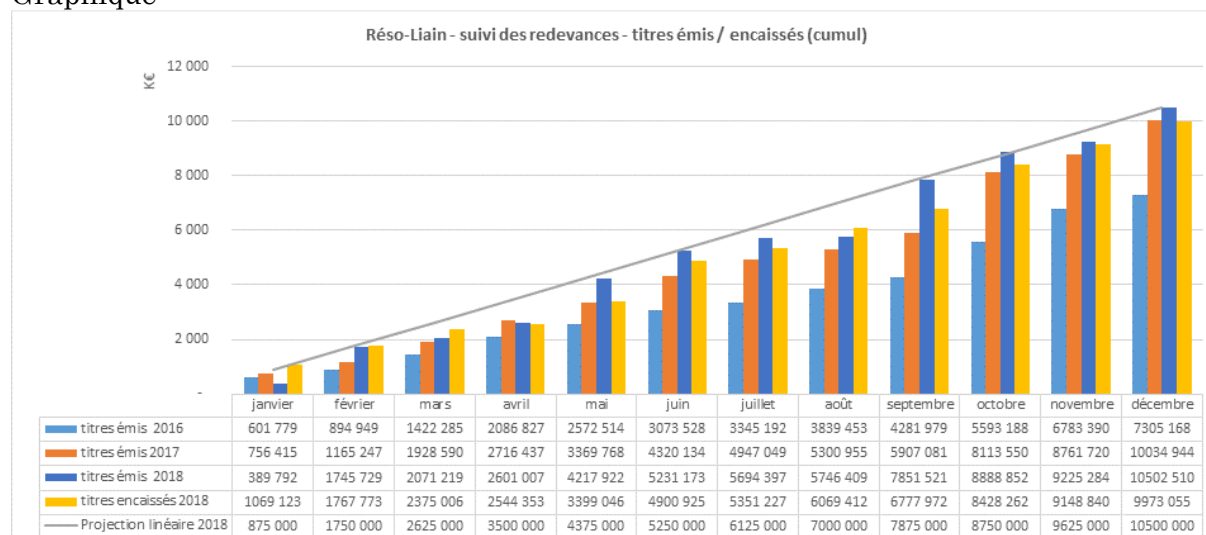
- la collecte ; dont les charges sont liées à la construction du réseau de collecte, à la construction des armoires ou encore à la mise en conformité avec l'offre de location du génie civil d'ORANGE ;
- le réseau FttH ; dont les charges sont liées à la mise en place des prises FttH, des raccordements FttH, des sites, du réseau de transport, mais aussi des économies liées à la location de génie civil à des tiers ou à la mutualisation des infrastructures de collecte et de desserte ;
- le réseau FttO (fiber to office) ; dont les charges sont liées à la mise en place des prises FttO (fibre dédiée aux entreprises avec au niveau de qualité de service et garantie...) et des raccordements associés ;
- les équipements ; dont les charges sont liées à l'achat du matériel nécessaire à la mise en réserve du réseau (cœur de réseau ip, collecteurs ip, switches de tête et de distribution ip, équipements d'abonnés, système d'information) et son exploitation (locaux, véhicules, informatique, logiciels, des pièces de remplacement, etc.).

Un investissement important permet aussi une augmentation continue des recettes. En 2018, les locations massives à la ligne engendrent près de 10 M€ de recettes, malgré l'absence de nouveaux cofinancements par tranches. À l'heure actuelle, les opérateurs ont tendance à ne pas prendre de tranches de cofinancement (1 tranche de 5 % avoisine 3 M€). S'ils les prennent à la ligne, nos recettes sont un peu plus faibles (200 € par prise client), mais elles peuvent durer longtemps. Les opérateurs sont devant un mur d'investissements, ils ont fait le *new deal mobil* avec l'État pour agrandir les réseaux 4G, ils ont la construction de réseaux FttH dans les communes conventionnées, ils doivent faire de la commercialisation et ils doivent commencer à travailler sur la 5G. Ils cherchent où diminuer leurs investissements : c'est possible sur les cofinancements. C'est un équilibre à retrouver pour le SIEA.

M. Walter Martin

Il faut préciser que lorsque les opérateurs ne cofinancent pas, ils louent des lignes, ce qui est plus intéressant pour le SIEA sur le long terme, d'un point de vue budgétaire.

Graphique



En 2018, la recette est de l'ordre de 10 M€, sans cofinancements.

En 2019, l'intégralité des ressources humaines et des moyens nécessaires au projet sera supportée par les recettes de la Régie (y compris les ressources humaines dédiées aux travaux et les fonctions support du SIEA). Cela diminuera la redevance au budget Communications électroniques.

Le plan d'affaires prend en compte une longue durée, jusqu'en 2046.

Au-delà de l'enjeu industriel et économique pour les territoires, la rentabilité des réseaux FttH se confirme par l'hyperconcurrence entre les opérateurs pour être retenus par les collectivités, afin de déployer les réseaux FttH, mais aussi de les exploiter et de les commercialiser. Lorsque nous discutons avec 2 grands opérateurs, cela pousse les autres à venir nous rencontrer, à discuter de contrats. D'où l'importance des travaux menés par le SIEA, mais aussi l'intérêt du modèle Régie.

L'une des dernières communications d'un opérateur national sur un déploiement privé précise qu'un réseau de 65 000 lignes FttH nécessite un investissement de 70 à 100 M€ en zone rurale, mais que cet investissement est largement compensé par les recettes prévues sur 30 ans : 400 M€ (13 M€/an en moyenne). Or, notre réseau départemental approchera les 300 000 lignes en 2021...

Pour le SIEA, non seulement la rentabilité du projet est assurée par les recettes FttH, mais en supplément, grâce aux réseaux d'artères et de collecte en fibre optique et à la situation géographique du département, des recettes sont aussi perçues ou attendues sur les liens fibre internationaux (notamment les liens Suisse/Lyon que nous commercialisons). L'Ain est une terre de passage, donc de lien !

Nous sommes en discussion très avancée avec FREE. Nous revoyons BOUYGUES, les contacts sont pris.

La dernière étape 2019/2021

Cette dernière étape sera présentée dans le détail à l'assemblée générale du 9 mars 2019, en voici les grandes lignes.

Le marché de conception réalisation aura trait à 2 lots géographiques (est et ouest).

Les prestataires retenus s'engageront sur des objectifs de réalisation au 31 décembre 2021. Dans le cadre de ce marché, la construction des premières lignes FttH est prévue à partir de mai 2019, pour une commercialisation à l'automne.

Le SIEA prévoit le programme de déploiement suivant :

- 2019 et 2020 ; 104 000 foyers, entreprises et sites publics rendus raccordables (36 000 en 2019 et 68 000 en 2020) ;
- 2021 ; 68 000 foyers, entreprises et sites publics rendus raccordables.

Le second semestre 2018 et le premier semestre 2019 correspondent à la phase d'initialisation, le schéma d'ingénierie et les études, principalement de bureau.

À partir de mai 2019, les travaux débiteront pour construire les 36 000 prises.

À l'automne 2019, la commercialisation prendra effet.

L'annonce de la liste des communes déployées en 2019 sera faite lors de l'assemblée générale du 9 mars.

Pour obtenir 46 000 prises fin 2019, il faut en commander 45 000, car il y en a toujours 25 % qui ne sont pas réalisées pour diverses raisons (conventions non signées, fourreaux à faire déboucher hors SIEA, poteaux à changer, etc.).

Pour réaliser un tel programme, il faut faire un panachage de communes ayant un faible débit ADSL (en général des communes rurales) et des communes plus importantes, plus denses qui apportent un grand nombre de lignes un peu plus rapidement. Un faible débit ADSL ou le niveau nécessaire de débit ADSL monte doucement, il doit atteindre 8 Mb, ce qui correspond à la télévision haute définition.

Concernant la concertation sur les déploiements, un plan de communication, d'information, d'échange sera présenté à l'assemblée générale de mars afin d'accroître la concertation et la transparence des déploiements pour l'ensemble des financeurs et des parties prenantes.

Les EPCI et les communes seront aussi plus impliquées tout au long du déploiement grâce à la nomination d'un référent technique dans chaque commune. Il faut donc que les communes non fibrées pensent à désigner leur référent technique. Ce référent sera convié à chaque étape importante du déploiement (et probablement à toutes les réunions de chantier), il pourra le suivre dans son intégralité. Les EPCI seront impliqués aussi pour les zones d'activités et les déploiements en lien avec leurs compétences.

Le référent technique aura notamment pour mission :

- de faciliter l'obtention des droits de passage ou de surplomb auprès des particuliers concernés,
- de transmettre le Plan local d'urbanisme et de prévenir d'éventuelles futures divisions de parcelles ou d'éventuelles constructions,
- d'être le garant de la bonne prise en compte des attentes de la commune lors du déploiement. Lors des réunions publiques, nous avons remarqué que très souvent des lotissements apparaissent après les études et pendant la construction, ils ne sont donc pas fibrés et il faut ouvrir un autre chantier ; il serait préférable de le savoir en amont.

Intervenant non audible : question à propos des référents.

M. Michel Chanel

Les qualités d'un référent : travaux, bonne volonté, disponibilité, persuasion.

M. Walter Martin

Tout ce qui fait un élu.

M. Michel Chanel

Oui, le référent technique est souvent un élu dans les petites communes.

Il y aura bien sûr un référent technique au SIEA.

Stéfany Douillet

Chez nous, par exemple, le référent technique ne gère pas les autorisations de passage sur le domaine public, les communes gèrent ce point. Pour faciliter les demandes de nos titulaires AXIONE et SOGETREL, le référent technique en mairie pourra intervenir, faciliter, accélérer le déploiement.

Commune de Priay

Nous aurions bien aimé avoir un référent technique qui passe avant le chantier, qui vérifie le travail en cours et le travail effectué. Cela n'existe pas actuellement. Un après-midi, à 14 h 15, j'ai entendu un bruit bizarre dans ma cour, un individu se trouvait sur ma murette, puis il s'est appuyé sur la barrière après avoir jeté un cône de signalisation blanc et rouge de 60 cm dans ma cour. Ce cône portait un fil. Je lui ai demandé de quoi il s'agissait, il m'a répondu qu'ils passaient la fibre au-dessus des fils électriques : quel travail ! Le chantier n'avait pas été préparé. De plus, ce monsieur n'avait pas d'échelle, car il n'est pas habilité à y grimper. C'est la réalité. Un de mes voisins étant électricien a terminé le travail. Nous avons envoyé un courrier à M. Veyret qui nous a répondu. Nous souhaiterions que le travail soit plus sérieux.

M. Michel Chanel

Je rappelle une règle : il est interdit de monter aux poteaux avec une échelle. Il faut une nacelle.

Commune de Priay

Et comment faire dans une impasse où une nacelle n'a pas accès ?

Je poursuis mon histoire, ils avaient prévu de passer au-dessus des toits des habitations.

M. Walter Martin

Effectivement, certains sous-traitants peuvent avoir des méthodes ne répondant pas aux règles de l'art. Il est important de savoir que vous n'êtes pas la seule commune ou le seul maire qui signale des dysfonctionnements dans nos chantiers. Dans mon propos introductif, j'ai dit que notre système avait des limites. Avec Mme Douillet, j'ai rencontré des maires qui nous ont fait part de leurs « remarques » sur certains chantiers ou certaines parties de chantier. C'est aussi pour cette raison que dans le marché de conception réalisation, nous avons décidé d'avoir une autre structuration de l'organisation. Notamment, nous organiserons une interface avec les communes, afin que dans chaque commune nous ayons un interlocuteur et que chaque élu ait un interlocuteur au sein du SIEA. Cela n'empêchera pas l'apparition de problèmes, mais nous ferons tout pour que ces dysfonctionnements qui relèvent parfois du bon sens, parfois de l'organisation ne se reproduisent pas ou qu'ils apparaissent dans de très faibles limites parfois impondérables.

Commune de Priay

Il serait possible de se réunir en amont, sur place, nous n'avons pas la compétence nécessaire dans ces domaines.

Rue de la Rivière, les ouvriers jetaient une boule de mousse sur les chenaux et ils tiraient la fibre à partir du plat qui doit faire 2 mm, avec un angle de 180°. Ils n'avaient ni échelle ni accès.

M. Walter Martin

Nous évaluerons ce qui se passera avec nos nouveaux prestataires.

Mme Dominique Sillaume – Belley

J'aimerais savoir si vous avez déjà arrêté le choix des communes retenues.

M. Walter Martin

Le comité des financeurs nous a donné des critères de priorité pour le déploiement 2019/2021. Parmi ces critères, il y a la complétude des travaux entamés, les zones d'activités, le fait de construire les armoires complètement et non partiellement, la faiblesse de l'ADSL, les centres-bourgs, les communes importantes qui n'ont pas encore bénéficié de priorité, car elles étaient souvent très bien desservies en ADSL. Comme nous construisons beaucoup de prises, nous pouvons nous permettre de paralléliser ces critères. Nous avons défini des zones à construire prioritairement, nous les avons transmises à nos prestataires qui en fonction du schéma d'ingénierie vont nous faire parvenir leurs propositions pour la semaine 8. Ensuite, nous les évaluerons et le 9 mars nous serons en mesure de proposer un calendrier pour les 36 000 prises de 2019, et sans doute avec un peu moins de précision pour les années suivantes.

Mme Dominique Sillaume – Belley

M. Dimitri Lahuerta que vous avez rencontré et avec lequel vous avez eu un échange écrit, vous a présenté la situation de Belley avec la livraison en décembre 2019 du nouvel hôpital, la structure Pôle petite enfance, la Maison de santé.

M. Walter Martin

Pour ce qui concerne l'hôpital et la Maison de santé, les travaux sont en cours.

Mme Dominique Sillaume – Belley

Il y a également le tissu industriel, Hermès, Le Tanneur, Guilloteau. Les entrepreneurs nous soumettent à une forte pression, ils nous demandent d'agir vite.

M. Walter Martin

Nous sommes très conscients de la situation de Belley, et vous imaginez que dans d'autres secteurs il en est de même, il y a des priorités dans des zones d'activités ou pour des établissements publics comme les hôpitaux. Tout comme le maire de Belley, vos conseillers départementaux nous ont fait remonter ces nécessités. Je vous propose de faire le point le 9 mars.

Mme Dominique Sillaume – Belley

Le 9 mars, sera-t-il possible d'avoir un plan allant jusqu'en 2021 ? Cela permettrait aux communes de communiquer une information fiable à leurs électeurs et concitoyens.

M. Walter Martin

L'échéancier 2020 et 2021 sera vraisemblablement un peu moins précis que celui de 2019, mais nous indiquerons les communes par exercice. Nous sommes conscients du caractère indispensable de cette information pour les maires. Je sais que les élus sont très sollicités sur ces questions. Je suis également conscient du fait que nous avons parfois annoncé des programmes qui pour des raisons recevables n'ont pas pu être conduits à terme dans les temps prévus. De 2019 à 2021, nous ferons tout notre possible pour respecter nos engagements, ce que nous afficherons le 9 mars. Nous avons un enjeu financier et un enjeu industriel : s'ils sont réunis, nous livrerons ce qui aura été prévu. Le troisième enjeu est celui de la commercialisation : il intervient après la construction et permet à tous les habitants de pouvoir être raccordables au Très haut débit.

Intervention non identifiée

Je n'ai pas vu la contribution des communes dans les cofinancements.

M. Michel Chanel

Si, elle a été présentée dans la participation du SIEA. Elle est de 3,14 €/an/habitant, soit 24 M€ au total.

Intervention de conclusion de M. le Président

Tout d'abord, je vous remercie d'avoir participé à cette assemblée générale et d'y avoir consacré cette fin d'après-midi et ce début de soirée.

Je vous donne rendez-vous le 9 mars à Saint-Vulbas, à 9 h 30 pour une assemblée générale au cours de laquelle il y aura vote du budget.

Certaines personnes ont eu la courtoisie de s'excuser, je voudrais les citer : M. Jean Deguerri (président du Conseil départemental), M. Christophe Fortin (conseiller départemental), M. Étienne Blanc (premier vice-président de la Région), Mme Françoise Bozon (directrice de l'AMF), M. Jean-Claude REY (CCI de l'Ain), les députés M. Stéphane Trompille et Mme Olga Givernet ainsi que M. Xavier Breton et M. Damien Abad, M. Jean-Marc Leroy (GRDF, représenté), M. Philippe Chazaud (CDC), M. Alexandre Nanchi (conseiller régional), Mme Juliette Jarry (vice-président de la Région), M. Jean-Patrick Courtois (président de la Communauté d'agglomération du Mâconnais Beaujolais), M. Christophe Bouvier (président de la Communauté de communes du Pays de Gex aggro), M. Jean-Louis Guyader (président de la Communauté de communes de la Plaine de l'Ain).

Une dernière intervention avant de clore.

M. Georges Gouilloux - Arbent

La commune d'Arbent est fibrée depuis 2010 ou 2012, donc je remercie le SIEA. Par contre, il y a des extensions sur la commune, des zones fibrées et éligibles à 50 m d'un nouveau lotissement. À chaque fois que le propriétaire de ce lotissement demande la fibre, la réponse est négative. Pourriez-vous m'indiquer à qui je peux m'adresser aujourd'hui pour pouvoir répondre à cette personne ?

M. Walter Martin

Je vous propose que nous prenions vos coordonnées afin d'entrer en relation avec Mme Stéphanie Douillet.

Je remercie toutes celles et tous ceux qui ont organisé cette assemblée générale.

